

Conférence La compétitivité pour une Europe forte dans un monde géopolitique, coorganisée par l'UEF et le GRASPE

9 avril 2025, Bruxelles

Catherine Vieilledent :

Bonsoir et bienvenue. Nous sommes très heureux d'avoir avec nous Markus Ferber comme intervenant. M. Ferber est Vice-Président de l'Union des Fédéralistes Européens et député européen au sein du groupe PPE. La cheffe adjointe du cabinet de S. Séjourné a malheureusement dû renoncer à se joindre à nous, en raison d'une urgence. Nous sommes ensemble aujourd'hui pour un débat sur un sujet que nous suivons depuis longtemps mais qui est encore plus d'actualité aujourd'hui, à savoir la compétitivité dans un monde géopolitique. Je suis Secrétaire générale du groupe Europe de l'UEF et permettez-moi d'accueillir également Domenico Rossetti, Secrétaire général de l'UEF Belgique qui nous aidera à introduire le débat. Avant de poser un certain nombre de questions pour structurer la discussion, j'aimerais lui donner la parole.

Domenico Rossetti :

Permettez-moi de citer la présidente von der Leyen lors de la conférence CleanTech d'hier : « Nous connaissons les défis auxquels les entreprises sont confrontées : des coûts énergétiques élevés, un manque d'accès au financement, une concurrence mondiale injuste et des difficultés d'approvisionnement en matières premières critiques. » Elle a ajouté : « Nos objectifs climatiques restent les mêmes. Mais nous serons plus flexibles et pragmatiques quant à la manière de les atteindre. » Dans leurs rapports, Enrico Letta, Mario Draghi et Manuel Heitor soulignent le rôle clé de la recherche et de l'innovation pour la compétitivité de l'UE : nous devons combler l'écart de productivité avec les États-Unis et la Chine. Cela est étroitement lié à la R&I. La « Boussole de la compétitivité » travaille sur ce sujet et le futur fonds européen pour la compétitivité devrait mettre en œuvre de nouvelles façons de promouvoir l'innovation sur notre continent. La compétitivité est également une question de « croissance économique en ressources ». Nous avons tous en tête le Pacte vert pour l'Europe.

L'Europe veut se débarrasser des énergies fossiles et devenir un continent neutre en carbone d'ici 2050. Mais nous voulons atteindre ces objectifs avec une croissance économique, de la prospérité et du bien-être pour ses citoyens. Un point clé de la compétitivité est également notre souveraineté technologique au sein de l'UE. En ces temps géopolitiques sensibles avec des menaces - à la fois à l'Est et à l'Ouest - nous devons réduire nos dépendances et augmenter notre sécurité et notre résilience (cf. rapport de Sauli Niinistö). Si nous n'avons pas accès aux ressources naturelles ou si nous sommes coupés des réseaux énergétiques ou de télécommunications, nous ne pouvons pas être compétitifs. Nous parlons beaucoup de l'Europe géopolitique. Au XXI^e siècle, j'aime aussi le terme « Europe géotechnologique ». Il y a trente ans, j'étudiais l'économie de l'innovation à l'université de Maastricht où Luc Soete, Edward Steinmueller et d'autres universitaires expliquaient la productivité globale des facteurs, la destruction créatrice de Schumpeter et la théorie de la croissance endogène. L'un de mes articles à l'époque portait sur la communication de Jacques Delors sur « Croissance, compétitivité et emploi » (cf. Livre blanc publié en 1993). Dans le chapitre sur la compétitivité, plusieurs points sont extrêmement valables aujourd'hui.

Tout d'abord, « Vers une compétitivité mondiale ». À l'époque, la Chine était encore un nain économique et les téléphones portables n'existaient pas. La peur européenne des années 80 était les extraordinaires succès techno-industriels japonais (cf. Sony Walkman, Panasonic VHS, Pioneer radio et Toyota Corolla). Aujourd'hui, nous craignons davantage Huawei, Alibaba et BYD. Et en raison de l'administration Trump, nos relations avec les États-Unis se détériorent.

Ensuite, « Tirer le meilleur parti du marché intérieur ». Dans la récente « Boussole de la compétitivité », la Commission européenne présente le « 28e régime », ce cadre juridique optionnel qui devrait fournir un ensemble unique et harmonisé de règles au niveau de l'UE, y compris en matière de droit des sociétés, de droit du travail et de droit fiscal.

Troisièmement, les « réseaux transeuropéens » – aujourd'hui, lorsque nous sommes confrontés à des goulets d'étranglement existants aux frontières nationales, qu'il s'agisse des lignes de transmission électrique ou des trains à grande vitesse, nous voyons à quel point Delors était visionnaire. Même si vous êtes un éco-altruiste, il est difficile de payer trois fois plus cher pour un billet de train que pour un billet d'une

compagnie aérienne low-cost. Les modes de transport écologiques ne sont pas encore suffisamment dynamiques et compétitifs.

Enfin, « R&I et nouvelles technologies ». En 2025, l'intelligence artificielle, les sciences de la vie et la robotique font la une de la plupart des journaux. Découpler la croissance économique et les émissions de CO₂ est possible et nous l'avons fait en Europe au cours des dernières décennies, en passant largement de l'industrie lourde aux services à haute valeur ajoutée. Mais lorsque la *Realpolitik* revient, nous avons besoin d'acier, de produits chimiques et de verre fabriqués en Europe. Et comment pouvons-nous y parvenir alors que les coûts énergétiques de l'UE sont 2 à 3 fois plus élevés qu'aux États-Unis et en Chine ? C'est une question clé à résoudre. Le Livre blanc de J. Delors était très explicite et visionnaire : « Il n'y a pas de traitement miracle » : ni le protectionnisme (il suffit de penser aux dernières mesures tarifaires imposées par Trump et son administration) ; ni un élan pour la liberté économique (« ouvrir le robinet des dépenses publiques et créer de l'argent peut, comme un narcotique, produire une illusion de bien-être de courte durée. Mais le retour à la réalité serait d'autant plus douloureux »); ni une réduction généralisée du temps de travail, ni une réduction drastique des salaires pour aligner nos coûts sur ceux de nos concurrents.

Juste avant la réunification allemande, l'Allemagne et la Californie avaient le même PIB par habitant. L'année dernière, un Californien avait un PIB/habitant plus de 50 % supérieur à celui d'un Allemand. L'année dernière, les États-Unis comptaient 8 fois plus de licornes et la Chine 3 fois plus que l'UE (moins de 100). Trouver une « voie européenne pour la compétitivité » est fondamental et nous espérons obtenir quelques recettes merveilleuses ce soir.

Catherine Vieilledent :

Merci pour cette introduction. J'aimerais d'abord poser la question de "qu'est-ce que la compétitivité?", parce que tout le monde en parle mais je ne suis pas sûr que tout le monde comprenne la même chose. La seconde question serait celle de la rareté des ressources dans l'UE et celle de la fragmentation interne. Enfin, j'aimerais aborder la question de la défense européenne et bien sûr de la finance.

Mais pour commencer, la compétitivité est un objectif de l'UE depuis longtemps, particulièrement en 2008 avec la crise financière. Nous avons ensuite traversé deux

décennies de croissance molle et cet écart de compétitivité s'est agrandi à l'égard des Etats-Unis, comme le signale le rapport Draghi qui sera une référence de choix pour le débat. Ainsi, l'écart entre la part du PIB européen dans le PIB mondial a progressé de 15% à 30% en 2023. Nous perdons manifestement du terrain.

Alors, qu'est-ce que la compétitivité ? Est-elle reflétée par ce que M. Trump semble penser, à savoir un excédent commercial ? Est-ce le cas ? Devons-nous comprendre cela ? Le paradoxe est que l'UE a un excédent commercial, donc nous devrions être plus compétitifs. D'accord, c'est un excédent commercial relatif, sur les échanges de marchandises plus que de services. Je suis moi-même un peu perdue et j'espère obtenir une meilleure compréhension à la fin de la conférence avec votre aide et celle des participants. Y a-t-il un paradoxe ou la compétitivité concerne-t-elle une perte multidimensionnelle de capacité économique à générer de la valeur ajoutée et de la prospérité ? Alors qu'avez-vous à dire sur M. Trump, M. Ferber ?

Markus Ferber :

Oui. Tout d'abord, je suis très heureux, en tant que vice-président de l'Union des Fédéralistes Européens, d'être ici et d'avoir la chance de parler en tant que membre du Parlement depuis cette salle célèbre de la Commission européenne. C'est toujours un grand honneur d'être dans les pyramides de la Commission européenne. Mais cela dit, je pense que ce que nous voyons en ce moment est vraiment quelque chose que je pensais ne jamais voir de mon vivant. Je suis de la génération des baby-boomers. J'ai terminé mes études lorsque l'Allemagne a été réunifiée, lorsque le rideau de fer est tombé, lorsque nous avons commencé à ouvrir l'Europe aux pays d'Europe centrale et orientale, qui sont aujourd'hui membres de l'Union européenne. Et j'ai vraiment cru avec optimisme que nous vivions dans un monde merveilleux.

De quelle chanceuse génération je suis, moi ou les personnes de mon âge, de vivre à cette époque où nous avons surmonté toutes ces menaces. Et puis il y a certains obstacles qui nous font penser que nous ne vivons plus dans cette époque merveilleuse et que nous ne pouvons pas commencer sans discuter de l'horrible attaque de la Russie contre l'Ukraine. Nous pensons que l'Ukraine a le droit de décider à quel ensemble elle veut appartenir après avoir obtenu son indépendance en 1990. Et nous pensions pouvoir offrir quelque chose de sérieux et nous avions le sentiment

que la majorité de la population ukrainienne accepterait, ce qui signifiait, bien sûr, se rapprocher de l'Ouest et, en fin de compte, devenir membre de l'Union européenne. Cela est maintenant menacé par l'agression russe, et nous voyons ces jours-ci que même cela est remis en question. L'Europe est ou était également une question économique, car nous avons été fondés en tant que Communauté économique. C'est pourquoi je peux vraiment m'appuyer sur ce que Domenico a déjà dit.

Dans ce monde, les relations commerciales et les interconnexions commerciales continueront et seront meilleures que jamais, car personne ne mettra hors circuit ou ne provoquera de court-circuit, car cela détruirait tout. Et c'est ce que nous voyons en ce moment. Oui, mais ce que fait M. Trump, c'est détruire une manière d'organiser le monde telle qu'elle a été mise en place au cours des 50 dernières années, ou plus particulièrement au cours des 30 dernières années, et l'Europe en a beaucoup bénéficié.

Mais nous aborderons d'abord votre question, car je pense que c'est un problème clé que nous devons aborder. Un excédent commercial n'est pas une valeur en soi. Et je pense que le mercantilisme, où tout le monde doit avoir un excédent commercial et où le monde est meilleur, ne fonctionne pas. Car si tout le monde a un excédent commercial, quelqu'un doit avoir un déficit commercial, sinon cela ne fonctionnera pas. C'est ce qu'un roi français a dû apprendre il y a 250 ans, lorsque le mercantilisme était le modèle économique de l'époque.

Et ce n'était pas non plus un modèle fonctionnel. Et ne parler que de compétitivité, comme M. Trump se plaint des voitures américaines qui ne se vendent pas bien en Europe. Oui, désolé. Avez-vous déjà conduit une voiture américaine ? Savez-vous combien de carburant elle consomme par cent kilomètres ? Nous ne pouvons pas nous le permettre. Ce n'est pas notre façon de vivre. Ce n'est pas comme ça que nous avons l'habitude de gérer cela. C'est merveilleux d'avoir une voiture avec 4 litres au cent, car elle est très silencieuse à conduire, contrairement à celles que l'on trouve aux États-Unis, mais ce n'est pas comme ça que nous conduisons. Ce n'est pas comme ça que nous pensons. Nous sommes responsables de l'environnement. Oui, je suis désolé de mentionner ces choses. Il ne s'agit pas d'un crash test, mais il a introduit récemment, car ce crash test ne concerne pas la question de savoir si une voiture se casse ou non, mais plutôt si le verre ne blesse pas le conducteur lorsqu'un

quelque chose se produit, comme une boule de bowling qui heurte l'avant d'une voiture, pour ne citer qu'une des folies que nous entendons en ce moment.

Mais pour revenir à votre question, je pense que d'une part, nous sommes compétitifs sur les marchés mondiaux, sinon nous n'aurions pas d'excédent commercial. D'autre part, et c'est ce que Draghi a clairement mentionné dans son rapport ainsi que dans l'une des analyses introductives, et vous compariez l'Europe à la Californie. Il y a 23 ans, le PIB par habitant aux États-Unis était 15 % plus élevé que dans l'Union européenne, et maintenant il est 30 % plus élevé. Il y a donc un écart dans le développement du PIB, et c'est quelque chose que nous devons aborder. Souvenez-vous, par exemple, de la stratégie de Barroso ou de la stratégie de Lisbonne visant à faire de l'UE la région la plus compétitive et basée sur la science au monde. Je pense que nous n'avons pas atteint cet objectif, mais de nombreuses mesures ont été prises dans le cadre de cette stratégie de Lisbonne.

D'autre part, ce qui me préoccupe davantage, c'est que Draghi ne mentionne pas que les États-Unis sont un marché qui a déjà tout en abondance. Nous sommes un marché qui a encore du potentiel de développement. Si vous regardez les pays d'Europe centrale et orientale, si vous regardez nos voisins dans les Balkans occidentaux, à l'est, au-delà de cette horrible guerre, il devrait y avoir plus de croissance. Mais même si vous regardez les taux de croissance potentiels, ils sont faibles par rapport à ceux des États-Unis. Draghi l'a également mentionné, avec une génération qui vieillit de plus en plus, il cite qu'en 2030, nous perdons 2 millions de personnes sur le marché du travail, ce qui réduit encore le taux de croissance potentiel. Cela signifie que même en utilisant tout correctement, comment pouvons-nous croître ? Honnêtement, l'État membre que je connais le mieux, l'Allemagne, a un taux de croissance potentiel de seulement 0,5 %. Cela montre que nous avons un retard, et cela m'amène aux questions que nous discutons en ce moment.

Je pense que ce que la Commission a bien abordé maintenant, c'est la réduction de la bureaucratie. Faisons ce qui est nécessaire, mais n'encombrons pas les choses avec trop d'obligations de reporting et de bureaucratie. D'autre part, nous sommes très bons en innovation. Je pense que c'est l'un des problèmes de l'État membre que je connais le mieux. Nous inventons beaucoup de choses, mais nous ne sommes pas capables de transformer ces idées innovantes en produits sur le marché. D'autres

marchés sont meilleurs à cet égard. Vous avez parlé de la Chine et des quatre dragons asiatiques, à l'époque, la Corée du Sud et d'autres.

Singapour, qui était l'un des quatre dragons asiatiques, représentait le défi des années 80, et je ne pourrais être plus d'accord. Qui a mis nos innovations sur le marché ? La télécopieuse. Tout le monde en rit aujourd'hui, mais à l'époque, c'était une innovation majeure. La télécopieuse a été inventée en Allemagne et produite au Japon. Un classique. Et nous avions de longues listes de ce problème à l'époque, et nous l'avons toujours.

D'autre part, nous avons appris, et je pense que nous, Européens, avons utilisé toutes les possibilités des 30 dernières années pour organiser notre économie de manière à ce que d'autres régions deviennent de plus en plus compétitives, ce qui est une bonne chose, car les conditions de vie des gens s'améliorent là-bas. L'Inde, qui est un marché fermé, est moins ouverte à nous que nous ne le sommes à elle. C'est pourquoi j'apprécie que nous négociions actuellement un accord de libre-échange pour avoir un meilleur accès. Vous vous souvenez que nous avons maintenant un accord de libre-échange avec le Japon, qui était également un marché fermé dans le passé. Et je pense que cela est également nécessaire pour surmonter les défis posés par les États-Unis.

Enfin, si vous voulez une estimation des États-Unis, j'ai l'impression que le président a beaucoup de conseillers qui ne le conseillent pas. Il n'écoute pas les conseils qu'on lui donne, ou bien ils applaudissent simplement tout ce qu'il dit. Mais si Ursula Von Der Leyen se comportait de la même manière, en demandant à quelqu'un ce qu'il pense et en disant "Je n'aime pas ce que vous dites, allez-vous-en", cela ne nous ferait pas avancer. Mais c'est ce que nous voyons en ce moment. Il pense qu'il sait tout mieux que les autres. Peut-être parce que c'est une économie où 90 % des biens sont échangés à l'intérieur du pays, nous devons en être conscients. En Europe, nous sommes autour de 60 %, et c'était un peu plus élevé avant, mais le COVID nous a fait baisser, et nous espérons pouvoir rétablir cela après la crise économique. Ils sont donc moins dépendants des autres marchés que nous. Dans certains domaines, ils sont très dépendants et n'ont pas les ressources pour surmonter cela.

Pour nous, la seconde priorité consiste à renforcer le marché unique pour se débarrasser des obstacles non tarifaires au sein du marché unique et être moins

dépendants des autres marchés. Et la troisième priorité pour atteindre une plus grande compétitivité est ce que nous appelons aujourd'hui la résilience, c'est-à-dire la capacité d'avoir plus de production dans la chaîne de production à l'intérieur de l'Union européenne, ce qui ne signifie pas dans un seul pays de l'Union européenne, car chaque endroit en Europe a ses avantages et peut les utiliser pour créer une meilleure compétitivité. Je pense que ce seraient mes trois principaux problèmes à aborder pour surmonter ce problème : d'une part, les excédents commerciaux, mais aussi la question de la richesse, qui est bien sûr liée à la stabilité sociale. Il est important d'être clair à ce sujet. Mais ce n'est pas une valeur en soi tant qu'elle n'est pas équilibrée. Je pense que c'est l'un des principaux problèmes des États-Unis. L'écart de richesse y est plus large que dans l'Union européenne. C'est l'un de nos avantages, et pour le préserver, nous devons être capables de l'aborder. Je pense que certains des éléments clés sur lesquels nous devrions nous concentrer sont ceux dont je viens de parler.

Catherine Vieilledent :

Merci. Je pense que nous devrons peut-être revenir vers vous, car c'était une réponse substantielle à ma question difficile. Je devrais également mentionner que vous connaissez un peu la compétitivité, car vous êtes le président de la sous-commission des questions fiscales. Ce n'est pas un sujet d'intérêt mineur, et vous êtes membre de la commission des affaires économiques au Parlement européen. Je pense donc que vous avez étudié ce sujet plus que moi, et je vous remercie pour vos réponses.

Pour revenir à la question des dépendances avant de vous rendre la parole, j'ai, avec votre accord, proposé que nous revenions vers le public après chacune des trois étapes.

La question de nos dépendances a été soulevée à plusieurs reprises. À l'âge d'or de la mondialisation, nous avons externalisé nos besoins énergétiques vers la Russie, notre économie vers la Chine et notre sécurité vers l'alliance transatlantique. Mais dans ce nouveau monde géopolitique, l'ère de la minimisation des coûts, c'est-à-dire la quête des avantages comparatifs, est peut-être révolue. Nous sommes maintenant confrontés à des dépendances critiques, comme vous l'avez déjà mentionné, et à une

sécurité économique affaiblie. Comment pouvons-nous gérer une transition forte et ne pas nous accrocher au statu quo ?

Markus Ferber :

Je plaisantais tout à l'heure en disant que les membres du Parlement européen n'ont pas d'obligations, donc ils ont du temps libre et sont très heureux de recevoir des invitations comme ce soir. Mais maintenant, je suis confronté à la situation où je dois être le seul à parler, ce qui me met dans une position délicate. Toutefois, je ne quitte pas mon domaine de compétence, comme vous l'avez mentionné, car je suis membre de la commission des affaires économiques et monétaires et porte-parole du groupe PPE. J'ai donc certaines responsabilités dans ce domaine.

Mais nous devons être conscients que notre continent a certains avantages, mais aussi malheureusement certains inconvénients. Si nous parlons de matières premières, nous avons certains désavantages. Nous ne sommes pas bien équipés en matières premières, surtout celles dont nous avons besoin pour le 21ème siècle et pour la transition vers la neutralité carbone. C'est pourquoi nous dépendons d'autres régions du monde pour y avoir accès. Si l'on regarde ce qui se passe actuellement entre la Chine et les États-Unis, c'est vraiment une guerre économique. La Chine impose des restrictions d'accès aux terres rares, qui sont nécessaires pour la mobilité électrique, par exemple. Mais ce n'est qu'un des problèmes où les terres rares sont nécessaires : tout ce qui fonctionne avec un moteur électrique en a besoin. Pour décrire le contexte, ils limitent l'accès des États-Unis à ces matières premières, et même le Canada, qui les possède également, envisage de telles restrictions. Nous avons quelques sources plus petites dans d'autres parties du monde, comme la Mongolie, qui est entourée par la Russie et la Chine, ce qui ne facilite pas les exportations. Cela nuira à l'industrie américaine à court, moyen et long terme, et montre à quel point même les régions riches sont dépendantes lorsqu'elles ne disposent pas de ressources suffisantes.

C'est pourquoi nous avons déjà commencé, lors de la dernière période, grâce à une bonne initiative de la Commission européenne, avec la loi sur les matières premières, et c'est quelque chose qui doit maintenant être amélioré avec la législation sur l'industrie propre (*Clean Industrial Deal*), afin que nous fassions un meilleur usage des

matières premières que nous avons déjà au sein de l'Union européenne, ce qui signifie recycler.

Utiliser ce que nous avons déjà pour le réutiliser, surtout dans les domaines où nous manquons de ressources, et bien sûr dans le domaine de l'exploitation des gisements, car nous avons certaines restrictions au sein de l'Union européenne. Nous avons entendu parler de la Suède, qui possède certaines ressources dans le Nord. Nous avons entendu parler de l'Espagne, où il pourrait être possible d'organiser l'accès à ces ressources. Ce que nous avons en Europe, nous pouvons également le gérer par nous-mêmes. Je pense que c'est la première étape, mais honnêtement, ce n'est qu'une étape, car nous manquons de ces ressources.

Le recyclage est donc très important, mais nous devons également avoir accès aux matières premières provenant d'autres régions du monde. C'est pourquoi je reviens sur l'importance du Chili pour le lithium, par exemple. L'accord de libre-échange avec le Mercosur joue un rôle vital dans ce domaine. Je sais que même les agriculteurs de ma circonscription ne sont pas très heureux, donc je ne me plains pas des agriculteurs des autres États membres. J'ai le même problème dans ma circonscription, pour être honnête. Ma circonscription représente 5 % de la production laitière de l'Union européenne. Cela dit, je connais les problèmes, mais je vois aussi les possibilités, et j'espère que nous adopterons une approche équilibrée. Nous attendons maintenant la traduction de l'accord pour pouvoir l'analyser en profondeur et le vérifier.

Mais nous devons aussi réfléchir à la manière dont nous pouvons gérer l'accès de notre côté. D'autre part, nous devons à nouveau penser à l'innovation, car honnêtement, je suis probablement vieux mais je me souviens des batteries des anciens téléphones portables. Elles étaient vraiment lourdes, car nous n'avions pas la technologie à l'époque pour obtenir une densité élevée d'électricité avec un faible poids dans un téléphone portable ou un smartphone. Dans les smartphones d'aujourd'hui, nous avons résolu le problème, mais ce n'est pas la solution pour les véhicules électriques à batterie, car il y a le problème des températures élevées, et nous devons innover dans ce domaine. Je pense qu'il existe de nouvelles techniques, et nous devons les innover. Peut-être aurons-nous moins besoin d'accéder à ces types de matières premières, qui sont actuellement les plus demandées.

Cela me ramène à l'innovation, qui est la clé de ces enjeux. Hier, j'ai assisté à une présentation d'un chercheur sur la manière de produire de l'hydrogène différemment de ce que nous avons appris à l'école avec l'électricité, et je pense que c'est incroyable. Essayons, testons-le, voyons si cela fonctionne non seulement en laboratoire, mais aussi dans des conditions réelles. Je pense que ce sont les outils que nous devons également utiliser. C'est pourquoi j'espère que nous ne verrons pas ce que nous avions il y a sept ans, lorsque nous avons commencé à discuter du cadre financier, où le programme de recherche était la boîte à outils pour tout. Pour être honnête, j'ai passé 10 ans à la commission du budget, donc je sais comment cela fonctionne, et nous avons besoin d'innovation. Je pense donc que la coopération transfrontalière, qui est la valeur ajoutée du programme de recherche européen, doit être mieux équipée pour que nous puissions vraiment y parvenir.

Mais comme je l'ai dit, le manque d'innovation dans les produits doit également être surmonté. Je me souviens qu'il y a longtemps, lors de ma première législature, nous avions un programme appelé "Tell Me", il y a longtemps, il était lié au traité Euratom. Mais cela nous a donné la possibilité de créer des prototypes et de financer des prototypes. Et je pense que c'est quelque chose que nous devons faire. Pour le moment, la recherche est précompétitive et nous veillons à cela en raison de l'OMC et de toutes ces choses, mais peut-être que l'OMC n'existe plus dans ce sens. Non, je ne cite pas Trump, mais peut-être pouvons-nous dépenser de l'argent pour cela aussi, pour aider l'industrie, car à la fin, si nous pouvons montrer que cela fonctionne, le passage à l'échelle peut être financé par des fonds privés, mais il faut d'abord un preneur de risque dans le secteur public. Et je pense que c'est quelque chose que l'Europe pourrait également offrir, juste pour mentionner quelques idées de mon côté. Je pense que nous avons une chance et que nous ne devrions pas être pessimistes en regardant vers l'avenir, même si certains le sont aujourd'hui. Nous ne sommes pas aussi mauvais que ce que les autres nous disent.

Catherine Vieilledent :

Vous avez déjà répondu à ma prochaine question sur la compétitivité en matière d'énergie. Je comprends que vous nous appâtez avec la recherche, et je ne pense pas que ce soit seulement pour nous appâter, car il y a des propositions sur la table.

Évidemment, nous devons nettoyer l'industrie. Nous avons eu la législation sur l'industrie zéro émission de la Commission et cette idée d'avoir notre propre voie vers la compétitivité ou de meilleures perspectives économiques : réutiliser, recycler, décarboniser et négocier des accords commerciaux pour avoir accès aux matières premières et autres ressources rares. C'est probablement la voie que l'UE doit activement poursuivre maintenant.

Puis-je interrompre maintenant et demander au public s'il a une ou deux questions sur ce que j'ai dit ? Vous pouvez aussi poser une question, Domenico, si vous en avez une.

Auditoire :

Bonjour. J'ai rejoint la Commission il y a 35 ans et je me souviens du Livre Blanc de Delors. Il parlait de croissance, de compétitivité et d'emploi. En tant que jeune doctorant, je l'ai critiqué en disant qu'il datait d'un siècle, car le siècle suivant, en 1992, devait être celui du développement, qui n'utilisera pas les ressources. J'étais influencé par le Club de Rome, pas un écologiste fou, mais très conscient, à 30 ans, de la nécessité de se développer de manière durable. L'emploi tel que nous le connaissions allait disparaître. Il ne s'agirait plus d'avoir un emploi à vie dans une entreprise, mais d'avoir deux ou trois emplois et de changer d'emploi. Le modèle des années 90 était de rejoindre une entreprise, d'y travailler et de partir à la retraite. Ce modèle changeait déjà à l'époque, et le Livre Blanc ne le prenait pas en compte. En ce qui concerne la concurrence, je disais que nous devions regarder ce que faisait le Japon à l'époque, c'est-à-dire la coopération. Par exemple, avec les télécopieuses, les Japonais se sont unis pour nous attaquer avec des subventions publiques. Une fois qu'ils avaient éliminé les entreprises européennes, ils se battaient entre eux et augmentaient les prix.

Je suis particulièrement intéressé par la notion de coopération. Coopération et concurrence. Dans la recherche et l'innovation, où je travaille, nous avons un modèle très clair : nous coopérons lorsque nous sommes loin du marché et nous avons ce que l'on appelle des entreprises communes dans le domaine de la santé, où nous avons maintenant toute l'industrie de la santé en Europe. Cela a commencé avec les pharmaceutiques, mais cela s'appelle maintenant les initiatives de santé innovantes.

Nous avons la fédération de toutes les entreprises pharmaceutiques, la fédération de toutes les entreprises de technologie médicale. Je vois des collègues ici qui sont beaucoup plus au courant que moi et qui travaillent ensemble pour coopérer, réaliser des essais cliniques, etc. Et lorsqu'ils se rapprochent du marché, ils se battent entre eux. C'est un domaine dans lequel les Européens sont très bons. La question est donc la suivante : concurrence ou coopération ? Les règles de la concurrence peuvent-elles être un peu assouplies ? Autonomie stratégique : nous avons besoin de ce produit, même si les Japonais, les Chinois ou les Américains sont meilleurs que nous et moins chers, nous avons besoin d'un produit européen. Certaines de ces règles, l'autonomie stratégique et la coopération, sont-elles des éléments avec lesquels vous pensez que la DG Comp pourrait être d'accord ?

Markus Ferber :

Oui. J'ai eu l'honneur d'accueillir Mme Ribera, la commissaire responsable, hier dans notre commission, car nous sommes responsables des politiques de concurrence au Parlement européen dans la commission ECON. Je suis entièrement d'accord, car c'était ma question. J'ai demandé à la commissaire, puisque le règlement de contrôle des fusions a maintenant plus de 20 ans, si la question du marché pertinent, par exemple, doit être repensée dans ces nouvelles circonstances. Ne s'agit-il plus de la Belgique et des Pays-Bas ou de l'Allemagne et de la France, mais de l'Europe et de la Chine, de l'Europe et de l'Inde, de l'Europe et des États-Unis ? Et bien sûr, on peut en venir à d'autres conclusions. Même si l'on regarde les documents de notre époque, comme le Pacte vert pour l'industrie, que je soutiens vraiment, c'est une bonne approche. Mais la question de la concurrence n'est pas abordée. La question fiscale est abordée, tout comme de nombreuses questions environnementales, mais la partie concurrence, qui est le rôle de la DG Comp dans ce domaine, n'est pas mentionnée. Et je pense que si nous identifions des domaines cruciaux où nous voulons renforcer l'Europe et où nous voulons avoir une approche vraiment européenne, pour être moins dépendants d'autres marchés ou juridictions, la DG Comp doit jouer un rôle crucial pour y parvenir. D'une part, pour mieux intégrer le marché unique, et d'autre part, mon exemple préféré est toujours celui des télécommunications. J'ai dit qu'aussi longtemps que nous aurons 27 marchés nationaux des télécommunications, je ne monterai jamais dans une voiture autonome, car je sais ce qui se passe à la frontière. J'ai une

circonscription avec une frontière avec l'Autriche, où je ne suis pas connecté pendant un certain temps. Je ne veux pas monter dans une voiture qui n'est pas connectée pendant un certain temps, pour être honnête. Je peux vivre avec ça, je le sais, mais ma voiture, que fera-t-elle ? Juste pour donner un exemple ridicule mais compréhensible de ce que cela signifie. Et elle a dit : "Oh, ce n'est pas dans ma lettre de mission." Et j'étais un peu déçu, pour être honnête. Mais nous avons réussi à poursuivre la discussion. Je suis entièrement d'accord avec vous. Nous devons repenser notre stratégie avec une approche plus large, en intégrant toutes les politiques que l'Europe a renforcées, si nous voulons obtenir des résultats. C'est pourquoi je pense que la DG Comp joue un rôle crucial, dans le bon sens si elle est bien adaptée, ou dans le mauvais sens si nous ne parvenons pas à réussir.

Mais pour être très clair, et c'est ma conviction en tant que vice-président de l'UEF, le principal problème n'est pas vraiment la DG Comp. Le principal problème n'est pas le Parlement européen. Le principal problème, ce sont les capitales, les gouvernements nationaux. Le principal problème, c'est le Conseil dans tous ces domaines, qui n'est pas prêt à bouger parce que chacun a ses problèmes nationaux, ses spécificités à sauvegarder. Si les 50 États des États-Unis se comportaient de la sorte, nous n'aurions pas ces problèmes de compétitivité. C'est l'un de nos principaux obstacles, et pour être très clair, je le dis ici en public : le problème n'est pas la Commission, le problème n'est pas le Parlement européen, mais la troisième partie à la table crée tous ces problèmes que nous devons surmonter, sinon nous en parlerons encore dans 10 ans, ou mes successeurs en parleront encore et aborderont les mêmes questions qui doivent être résolues. Nous savons ce qu'il faut faire, et j'espère que certains États membres prendront des initiatives.

J'ai grandi à l'époque de Helmut Kohl, et Helmut Kohl m'a dit un jour, alors que j'étais un jeune politicien : "Regardez, M. Ferber, je ne fais pas ce qui est bon pour l'Allemagne. Je prends en compte ce qui est bon pour l'Europe, car ce qui est bon pour l'Europe, même si les gens ne le comprennent pas au début, sera à long terme bon pour l'Allemagne." Par exemple, l'euro n'a pas été bien accueilli en Allemagne. La Deutsche Mark, désolé, c'était l'une des premières choses que j'ai dû promouvoir en tant que jeune député européen. J'ai commencé en 1994. Je n'ai pas été accueilli avec de grands applaudissements. Mais nous savons qu'à long terme, nous avons été les principaux bénéficiaires. L'Allemagne, pays exportateur, a été le principal

bénéficiaire, car nous n'avions plus ce taux de change élevé du Deutsche Mark par rapport aux autres devises. La compétitivité est donc venue avec des salaires plus élevés pour nos travailleurs, et non avec un ratio différent entre les devises. C'est ce dont nous avons besoin. Des Européens convaincus qui pensent vraiment à l'Europe lorsqu'ils parlent et qui livrent, même s'ils comprennent que ce n'est pas directement bénéfique pour leur pays à court terme, mais bénéfique pour nous tous à long terme. C'est l'état d'esprit dont nous avons besoin à nouveau au niveau européen. Désolé, j'ai grandi avec cela, et je l'ai encore dans mon cœur. C'est pourquoi je suis si convaincu et dévoué aux fédéralistes européens.

Catherine Vieilledent :

Eh bien, merci. Puis-je poser une question de suivi, à moins qu'il n'y ait des questions du public, sur ce que vous avez mentionné à propos de la concurrence ? Je pense que la Commission a progressé prudemment à cet égard. Le problème est qu'il y a toujours un risque de fragmentation, le risque que les États membres, comme ils l'ont souvent fait par le passé, se fassent concurrence, ce que nous appelons les champions nationaux. Ils veulent tous être les leaders. N'est-ce pas en partie le problème qui s'est posé avec Galileo, par exemple, le projet spatial européen, qui a perdu 10 ans, d'après ce que j'ai lu, car je n'étais pas là à l'époque. Dix ans ont été perdus parce que les États membres voulaient tous être les leaders. Chacun voulait être le leader. Cela ne pourrait-il pas faire partie du problème ? Un contre-exemple est la fameuse discussion entre la France et l'Allemagne à propos de Siemens-Alstom, dans le domaine ferroviaire. Je ne suis pas un expert dans ce domaine. Les États membres ou deux États membres se sont manifestés et ont déclaré : "Nous voulons être concurrentiels avec l'entreprise chinoise fortement subventionnée dans les régions, etc." Quel type de réponse avez-vous à ce problème particulier ?

Markus Ferber :

Nous sommes vraiment au cœur des problèmes. Pour être honnête, concernant Siemens-Alstom, je n'ai pas compris ce que la Commission a fait, car il s'agit de la question du marché pertinent, que j'ai déjà mentionnée. Si vous dites que cette entreprise détient 100 % des systèmes de signalisation ferroviaire en Europe, vous

avez raison. Et dans ce cas, la commissaire ne devrait pas l'autoriser. Mais si vous dites que, malgré tout, il s'agit d'une petite entreprise par rapport aux concurrents chinois, qui étaient à l'époque très actifs en Europe centrale et orientale, utilisant les fonds européens du Fonds de cohésion, par exemple, et participant à tous les appels d'offres que nous avons lancés, il y avait une question à savoir si nous pouvions créer une unité qui fonctionne. Je sais que la DG Comp a ensuite procédé à une analyse et en est arrivée à la conclusion que ce n'était pas si grave et qu'il ne fallait pas l'autoriser, car les marchés avaient évolué différemment. Mais on ne sait jamais comment les marchés auraient évolué si on les avait autorisés. C'est toujours un peu une question du verre à moitié plein ou à moitié vide dans l'estimation de ce qui s'est passé ensuite.

Mais je pense qu'à certains stades, nous devrions être capables de créer une approche plus européenne. J'ai mentionné les télécommunications, mais seulement pour donner un exemple facile à comprendre. Nous avons actuellement en Europe plus de 100 opérateurs de télécommunications, et nous organisons une concurrence dans chaque État membre avec au minimum 3, et 4 pour les plus grands. Mais ces trois ou quatre ne sont pas autorisés à être numéro un dans l'État membre voisin. Et bien sûr, nous avons des autorités nationales compétentes qui veillent à ce que cette concurrence fonctionne sous la supervision de la Commission européenne, mais cela crée un environnement où nous ne sommes jamais capables de produire d'effets d'échelle dans les télécommunications. Et ce n'est pas seulement la conduite automatique, mais j'ai mentionné que c'est un exemple plus facile. Mais si nous avions une réglementation stipulant qu'il faut au moins 5 opérateurs dans toute l'Europe, comme aux États-Unis, où il y a même moins de cinq entreprises de télécommunications mondiales, je pense que cela pourrait créer un environnement plus compétitif, même pour nous en tant que consommateurs, avec des prix plus bas et une meilleure qualité. Nous n'aurions plus ces discussions sur l'itinérance. Tous les jeunes enfants qui viennent me voir en visite scolaire sont très heureux que nous ayons supprimé l'itinérance. C'est toujours ma première question. Dieu merci, avez-vous reçu le message ? Le SMS, c'était le Parlement. Mais honnêtement, c'est dépassé à cause de cette approche nationale. Je pense que nous devons réfléchir à certains domaines. L'énergie, je pense, en est un autre. Si vous voulez avoir une bonne alimentation en énergie, qui est l'un des facteurs de compétitivité, nous devons être plus européens dans le secteur de l'énergie. Je sais que l'Allemagne n'est pas à

la pointe des solutions énergétiques. Comme je l'ai dit moi-même, lorsque les décisions ont été prises, j'ai dit que l'Allemagne pouvait se le permettre parce que nous avons neuf voisins. Et c'est malheureusement ce que nous faisons, et nous le faisons contre nos voisins, et ce n'est pas très confortable pour les voisins.

C'est très facile à comprendre. Si nous avons beaucoup de vent et beaucoup de soleil, nous mettons toute l'électricité dans les réseaux de nos voisins. Si nous n'avons pas de vent et pas de soleil, nous demandons à tous nos voisins de nous fournir de l'électricité, et vous devez gérer vos réseaux. La France est en tête, la Belgique aussi. Même la Pologne est débordée d'électricité. Désolé, ce n'est pas une approche sérieuse, et c'est pourquoi je me plains de cette politique énergétique allemande, qui n'est pas européenne, qui n'a jamais été discutée avec les voisins et qui repose sur les épaules de nos voisins. Dieu merci, nous en avons neuf. Nous pouvons gérer cela, où c'est possible. J'ai dit que si nous étions le Portugal, nous échouerions vraiment, car nous aurions beaucoup de pannes de courant, pour être honnête. Mais c'est pourquoi un Allemand est toujours un peu timide lorsqu'il parle du marché de l'électricité, car tout le monde sait que nous en avons besoin, mais nous en avons besoin en tant qu'Européens. De même, nous aurons toujours des prix de l'énergie plus élevés.

Vous avez mentionné au début la dépendance à l'égard de la Russie ou l'externalisation de l'énergie à bas prix vers la Russie, et l'échec qui s'est produit lorsque cela n'a plus fonctionné. Mais c'est pourquoi je pense que nous devons réfléchir à quelques marchés où nous pouvons passer au niveau d'intégration suivant, ou mon préféré, les trains. Pourquoi avons-nous tant de problèmes avec les trains transfrontaliers ? Le premier problème était la langue. Et je pense que c'était le troisième paquet ferroviaire où nous avons créé le permis de conduire pour les conducteurs de train. Comment les appelle-t-on en anglais ? En allemand, nous disons Lokomotivführer. C'est un monde merveilleux, mais parce que chaque État membre a dit que les conducteurs de train devaient avoir des compétences linguistiques. Sur les voies, nous ne le demandons pas, mais dans les trains, c'est exigé.

Nous avons donc créé un permis de conduire. Waouh. Et maintenant, avec le paquet ferroviaire "Force", nous avons même la question de savoir si un train est homologué individuellement, mais nous avons le même système que dans le secteur de l'aviation,

où un nouveau produit d'Airbus, par exemple, n'a pas besoin d'être homologué avion par avion, mais par famille. Ainsi, l'A380 est homologué, tout comme l'A350, pour ne citer que les derniers exemples. Une fois approuvés, vous pouvez les produire. Dans le secteur ferroviaire, nous avons une homologation individuelle, train par train, État membre par État membre. C'est fou. Je me souviens du premier ICE qui a été transporté de France au Royaume-Uni via ce tunnel et qui n'était pas autorisé à circuler par lui-même. C'était un Eurostar qui poussait l'ICE à travers le tunnel parce qu'il n'avait pas la licence pour traverser le tunnel. C'est fou, car non seulement nous, députés européens, qui voulons aller à Strasbourg depuis l'Allemagne, pour moi, d'Augsbourg à Strasbourg, le train serait le meilleur moyen. C'est un cauchemar parce que je dois changer de train une fois. Je ne me plains pas de l'Allemagne, mais c'est une autre histoire. Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir plus de trains de Paris à Bratislava, qui est l'une de ces interconnexions ? C'est à cause de ces choses. Et c'est quelque chose que nous devons surmonter. Et là, je vois beaucoup de domaines, mais le principal problème, je le répète, ce n'est pas la Commission qui a fait la proposition, ce n'est pas le Parlement qui a soutenu les propositions, c'est une certaine institution qui n'était pas très favorable, et les choses ont été édulcorées. Désolé, je me bats vraiment pour cela, car après 31 ans au Parlement européen, la mission n'est pas encore accomplie. Je veux voir des progrès maintenant, car je travaille sur ces questions depuis si longtemps.

Catherine Vieilledent :

Oui, les réseaux, les échanges commerciaux et les trains, c'est une belle histoire. J'ai étudié cela il n'y a pas longtemps, car c'est un exemple parfait de perte d'efficacité, d'échelle et de vitesse, entre autres. S'il n'y a pas de questions, merci pour vos beaux exemples. Une autre question difficile : les paquets omnibus que la Commission introduit ces jours-ci sont en tête de l'agenda. M. Draghi, par exemple, dit que nous avons besoin de 19 mois pour qu'un acte législatif soit adopté au niveau de l'UE, puis nous devons également attendre que les États membres le mettent en œuvre, et parfois ils le font mal, en plus de cela. C'est donc très, très lent. Nous voulons une simplification, mais quelle est la véritable cible de ce paquet ? J'ai été impliquée dans des débats sur cette question, et certaines personnes disent que c'est en fait une

forme de déréglementation. Nous revenons sur notre engagement en faveur du changement environnemental et social.

Markus Ferber :

Tout d'abord, notre processus est très compliqué, oui, mais il crée une sorte de stabilité que j'apprécie vraiment, car Mme von der Leyen n'a pas le droit de prendre 1000 ou 2000 décrets par jour comme M. Trump. Et je suis vraiment surpris que le Capitole ne réagisse pas à cela, car c'est le pouvoir législatif qui est utilisé par le président lui-même. Et personne ne se plaint de cela. En Europe, cela ne fonctionne pas ainsi. Même si l'on regarde beaucoup de législations aux États-Unis, le Sénat mandate une autorité, puis l'autorité fixe les règles. Mais les autorités sont politisées. Tous les chefs d'administration sont maintenant remplacés par le nouveau gouvernement, par des républicains et des amis de M. Trump. Même dans les services financiers, nous sommes préoccupés par le fait que la SEC et la CFTC deviennent politisées et utilisées contre nous dans le secteur financier, par exemple, car c'est le domaine que je connais le mieux. C'était le cas pour la protection des consommateurs, la FDA, l'autorité de réglementation des aliments et des médicaments, qui était vraiment une bonne autorité parce qu'elle a été créée en raison des nombreux problèmes survenus aux États-Unis au 19ème siècle. Et puis cela a été établi par le Congrès, mais maintenant c'est politisé par M. Trump.

J'apprécie donc notre système. Il y a beaucoup de contrôles et d'équilibres, ce qui prend du temps, bien sûr, mais cela crée de la stabilité et de la confiance, car cela fonctionne vraiment. Donc, je ne suis pas surpris. Ce qui est mystérieux, c'est l'autre chose. Je pense que ce qui est plus crucial, c'est ce qu'est la simplification et ce qu'est la déréglementation. Et c'est, bien sûr, un petit chemin que nous devons parcourir en ce moment. Et je pense que, puisque nous avons le premier omnibus devant nous, rationaliser les exigences de données entre la CSRD (responsabilité de soutenabilité des entreprises) et la CSDDD (devoir de vigilance des entreprises) a du sens. Et si vous demandez les mêmes données pour les deux réglementations, et non des données similaires, car cela crée une charge bureaucratique supplémentaire. Mais sur les détails, bien sûr, on peut dire que beaucoup de choses qui ont été réalisées sont maintenant remises en question par cette procédure de simplification, et c'est ce

dont nous discutons actuellement au Parlement. Le premier omnibus couvre la directive RSE, la directive CSDDD et un peu la taxonomie. Et j'entends dire que le Conseil a des discussions similaires, car ce n'est pas comme si tout le monde disait oui, nous sommes en faveur de cela, et quelques années plus tard, nous disons : "Oh, désolé, nous avons fait une énorme erreur. Que diable avons-nous fait ? Maintenant, nous devons tout changer." Non, c'est un peu plus compliqué que cela. Mais suivre cette voie, pour rendre les choses plus faciles pour les entreprises, mais sans réduire les exigences en matière de résultats, c'est-à-dire la décarbonisation, les normes sociales, l'établissement de normes sociales au sein et en dehors de l'Union européenne également. Si je parle de la directive sur la diligence raisonnable des entreprises en matière de durabilité, ou CSDDD, je pense que cela a du sens. J'entends moins de résistance concernant la taxe carbone aux frontières (CBAM), par exemple. C'est très intéressant pour moi. Donc, tout le monde comprend peut-être que nous avons vraiment fait trop de choses dans ce domaine, ce qui me rend un peu optimiste. Et concernant la rationalisation des données, personne ne se plaint non plus. Je pense donc que nous devrions nous concentrer sur ces choses, et alors je pense que nous sommes sur la bonne voie. Et je pense que la proposition de la Commission est assez prudente entre ces scénarios négatifs et positifs sur ce chemin étroit pour obtenir le meilleur résultat. Je suis donc assez optimiste quant au fait qu'à la fin, nous serons très proches de la proposition de la Commission, car en lisant l'évaluation d'impact, il est clair que c'est la bonne réponse, non pas pour se débarrasser des objectifs, mais pour rendre les choses un peu plus faciles pour les entreprises.

Catherine Vieilledent :

Je pense que nous avons une question.

Auditoire :

Merci beaucoup, Catherine, et merci beaucoup à notre vice-président pour cette excellente présentation. Nous apprécions vraiment, et honnêtement, j'apprécie beaucoup ce que vous venez de dire, Vice-Président, concernant la proposition omnibus. La raison en est que j'ai moi-même beaucoup d'expérience en tant que

membre de l'équipe qui a préparé la législation sur la diligence raisonnable après je ne sais combien d'évaluations d'impact, et en gardant à l'esprit également l'expérience dans votre pays avec un cadre législatif très solide sur la diligence raisonnable et la législation française.

Je me demande s'il y a une sécurité juridique si nous passons trois ans à adopter une législation et que, quelques semaines ou mois plus tard, nous modifions notre cadre juridique en disant qu'il est extrêmement bureaucratique et qu'il n'est pas en phase avec notre objectif principal d'augmenter la compétitivité, en gardant à l'esprit également que nous vendons, pendant deux ou trois ans au niveau international, nos normes, la manière dont nous sommes pionniers dans le développement des meilleures pratiques au niveau international pour la manière dont nous avons besoin des activités commerciales pour le 21ème siècle. En disant cela, je pense qu'il est nécessaire de réviser quelques éléments, mais pas vraiment en considérant l'ancienne approche, et je suis très heureuse d'écouter vos points de vue à ce sujet.

Ma dernière question concerne l'instrument : pensez-vous que les instruments juridiques, par exemple une directive, sont les bons éléments pour continuer à adopter une législation, comme nous l'avons fait par le passé au niveau européen ? Il y a une nouvelle réflexion sur ce sujet, à commencer par le domaine de la migration, pour revenir à la réglementation afin d'éviter toutes ces différenciations entre les États membres, les mesures de transposition et tout le temps nécessaire pour transposer correctement le droit de l'UE.

Markus Ferber :

Merci beaucoup, et c'est un plaisir de vous avoir ici en tant que membre du Bureau de l'UEF. Honnêtement, c'est une vieille question, même depuis la fin des années 80, après le premier changement du traité et le développement du marché unique avec une réglementation ou une directive, quelle est la bonne approche ? Nous avons connu des vagues. Nous avons eu des périodes où la directive et la subsidiarité, ainsi que les possibilités nationales, étaient au centre des préoccupations, puis une harmonisation complète par le biais de réglementations était plus intéressante. Nous voyons ces différentes vagues, mais je pense qu'il est logique de distinguer les différents domaines.

Si nous voulons créer un terrain de jeu équitable, la réglementation est plus appropriée. Si c'est vraiment une question de subsidiarité, désolé, j'ai négocié plus d'une fois la protection des consommateurs dans le secteur financier, où nous avons vraiment des législations nationales différentes. Des normes minimales ont du sens, puis les États membres peuvent ajouter des éléments en fonction de leur expérience historique nationale. Je pense donc que nous devrions examiner chaque question pour déterminer si une harmonisation complète, c'est-à-dire une réglementation, est appropriée, ou si une harmonisation minimale ou à plusieurs niveaux, c'est-à-dire une directive, est plus adaptée.

Vous ne m'entendrez donc jamais dire que tout doit être fait par réglementation ou tout par directive. Je pense que cela dépend de la question, mais même nous savons que parfois, il est logique d'avoir une approche vraiment européenne. Prenons l'exemple célèbre de la protection des données, le RGPD. C'était auparavant une directive qui, à la fin, a créé un environnement fragmenté qui n'était pas utile, car personne ne savait ce qui était valide. Mais cette régulation, que vous l'aimiez ou non, a créé un terrain de jeu équitable au niveau transfrontalier dans l'Union européenne, et vous saviez ce qu'était la réalité, ce avec quoi vous deviez composer, par exemple en tant qu'entreprise, même en tant que PME. Vous n'avez pas besoin de conseiller pays par pays, et c'est juste pour mentionner cela comme un bon exemple où une réglementation a du sens. Vous avez mentionné quelques-uns d'entre eux également, mais je pense que cela dépend de la question.

Nous devons nous débarrasser de ces vagues, plus centralisées, moins centralisées. Je pense que cela dépend vraiment, et je pense que la Commission fait une analyse très prudente pour déterminer quel est l'outil approprié, car nous savons que, surtout en revenant à mon problème préféré, le Conseil remet toujours en question si une réglementation est nécessaire dans ce domaine lorsqu'elle est proposée par la Commission, et normalement, c'est le Parlement qui pousse avec la Commission pour obtenir une meilleure harmonisation, ce qui signifie une réglementation. Je peux imaginer, en me souvenant, même lorsque nous avons commencé à mettre en œuvre les exigences de capital, nous avions un CRR, une réglementation, et la directive, et ce qui devait être fait et où. Oh, je pensais vraiment que nous détruisions l'Europe en mettant tout dans la réglementation. De nos jours, plus personne ne se plaint, car nous avons un terrain de jeu équitable, et cela donne de bons résultats pour nous tous, les

personnes avec des comptes d'épargne ou les personnes normales comme moi, pour les entrepreneurs qui ont accès au financement. Cela crée un environnement stable au niveau transfrontalier. Et puis je pense que nous sommes sur la bonne voie.

Catherine Vieilledent :

Si je comprends bien, vous n'êtes pas le fédéraliste allemand typique, n'est-ce pas ?

Markus Ferber :

Oui, le mot fédéral en allemand signifie quelque chose de différent du mot anglais. Je sais. Mais je suis membre des Fédéralistes Européens. Donc, dans le sens anglais du terme. Oui, le gouvernement fédéral aux États-Unis est le gouvernement central, le gouvernement fédéral en Allemagne est le gouvernement central, mais "fédéral" en allemand signifie organisé selon le modèle de la subsidiarité. Je connais ce problème. Je me souviens quand Roman Herzog, l'ancien président de la République fédérale d'Allemagne, s'exprimait au Parlement européen. C'était à la fin des années 90. Il a dit : "Il n'y a qu'une seule chance de construire l'Europe, mais je sais que ce mot n'est pas bien reçu ici parce qu'il a des significations différentes dans différentes langues. Mais cela commence par un F." C'est ce que Roman Herzog a dit, sans le mentionner, mais en le mentionnant.

Catherine Vieilledent :

Oui, en effet. C'est une bonne remarque. Nous devrions organiser un long séminaire sur les différentes significations de fédéral dans différents contextes.

Maintenant, je devrais peut-être aborder la dernière question, si vous avez encore cette énergie et cette bonne humeur que vous avez montrées, à propos de la défense. Maintenant, la question est la suivante : la future défense européenne, la Commission propose 800 milliards d'euros sur 5 ans pour réarmer l'Europe. Cela pourrait-il conduire à un renversement de la gouvernance économique, c'est-à-dire à des exigences internes avec une plus grande intégration et une coordination des capacités militaires comme principaux moteurs ? C'est une question assez urgente. La

compréhension de tous les moteurs de la croissance, de l'intégration et de la coopération en Europe.

Markus Ferber :

C'est une question très sérieuse, et je pense que ce n'est pas seulement une question d'argent et de ressources financières. Tout d'abord, nous devons discuter de ce qui est vraiment nécessaire, car je pense qu'il est plus facile d'ouvrir le portefeuille si vous savez pourquoi, et désolé, c'est pourquoi j'étais un peu déçu par cette proposition de la présidente de la Commission de mettre 800 milliards sur la table et de dire que nous avons quelque chose. Je pense que nous devrions faire le contraire. De quoi avons-nous besoin ? Et quel est le prix ? Et alors il sera plus facile d'accéder aux ressources par les États membres. D'un autre côté, nous avons cette mauvaise expérience en Allemagne, pour être honnête. Vous savez, après le début de la guerre, la Russie contre l'Ukraine, nous avons eu cette déclaration du chancelier allemand Olaf Scholz, qui, je pense, est utilisée dans toutes les langues maintenant. Et il y avait un véhicule financier spécial, selon notre Constitution, de 100 milliards d'euros, et plus de 80 % de ce montant sera dépensé aux États-Unis, car nous n'avons pas les produits nécessaires. Je pense donc que nous devons repenser en Europe également. Comment pouvons-nous réunir nos entreprises dans le secteur militaire ? C'est plus autorisé, désolé.

Puis dans le secteur civil, dans le programme de recherche, afin que nous obtenions vraiment cette approche européenne et cette coopération européenne, et je pense que c'est quelque chose que la Commission européenne peut réaliser, et je suis très reconnaissant que vous ayez mentionné Galileo, car c'est un exemple du mauvais et du bon. C'était mauvais tant que c'était un projet plus facile. Je ne blâme pas l'Agence spatiale européenne, mais chaque État membre disait : "Si je dépense 1 cent, je récupérerai 1 cent." Cela n'a donc pas fonctionné dans le domaine de Galileo. Mais ensuite, et je l'ai dit, j'étais dans la commission du budget et je suis toujours dans la commission des transports, j'ai pris l'initiative avec certains États membres, l'Allemagne et la France en tête, et nous avons dit : "Faisons-le dans la méthode de l'unité, donc nous le finançons via le budget de l'UE", et Tajani était à l'époque le commissaire responsable de l'industrie. Il était le commissaire

responsable, et nous avons parlé très clairement, mais la compétence technique reste avec nous. Mieux vaut avoir un satellite qui fonctionne, mais vous organisez, en tant que Commission européenne, un partage équitable pour chaque État membre, non pas avec la méthode de l'ASE, cent par cent, euro par euro, mais chacun obtient quelque chose, et vous savez, deux groupes ont été formés, la France en tête pour le sol, l'Allemagne en tête pour les satellites eux-mêmes, le matériel, les systèmes de transfert, le logiciel, avec tous les autres ensemble, et je pense que c'est la valeur ajoutée que la Commission européenne peut apporter, même dans le secteur de la défense.

Nous avons donc l'Agence européenne de défense, un bébé du Parlement également. C'est un soutien de la Commission, il a fallu beaucoup de temps pour que le Conseil l'accepte, car ils disaient qu'il n'y avait pas besoin, je suis reconnaissant que nous ayons maintenant cet instrument en place, car il peut créer un marché unique pour la défense.

L'autre question est celle que nous devons discuter maintenant, et c'était aussi le Parlement, qui avait prévu une petite somme dans le programme européen de recherche pour la recherche en matière de défense à l'époque. Tout le monde se plaignait, maintenant tout le monde est content. Oui, même la Commission n'était pas en tête à l'époque, pour être honnête, maintenant tout le monde est content que nous ayons ce petit outil, car il crée une valeur ajoutée en réunissant les entreprises pour coopérer au niveau européen, et je pense que ce sont les petits plans que nous devrions nourrir et donner la possibilité de réaliser cela à la fin. Nous ne regardons pas seulement ce qui est disponible en Corée du Sud ou aux États-Unis. Peut-être avons-nous besoin d'un petit outil pour les négociations, mais cela renforce également nos industries, même pour obtenir les retombées dans de nombreux domaines. Parce qu'au début, les investissements dans la défense, selon l'économie, sont des dépenses de consommation, pas des dépenses d'investissement, car ils ne créent pas de valeur ajoutée tant qu'ils ne créent pas de retombées. Et je pense que si nous nous concentrons là-dessus, nous pouvons accomplir beaucoup, même dans le domaine où nous avons commencé à discuter. Je suis donc très heureux que nous ayons ces petits plans, soit l'Agence européenne de défense, soit ce petit programme dans le domaine de la recherche, en tant qu'outils de départ, et cela devrait être davantage développé. La principale valeur ajoutée de la Commission européenne

pourrait être, si vous regroupez, car 650 milliards sur ces 800 milliards sont des budgets nationaux, donc des budgets nationaux de défense. C'est pourquoi les États membres devraient les regrouper uniquement s'ils obtiennent un retour sur investissement également, mais pas selon la méthode de l'ESA, cent par cent, mais dans une méthode commune où l'un a plus dans l'aviation, l'autre plus sur le terrain, et le troisième plus dans les munitions, et à la fin, chacun récupère sa part équitable également. Je pense que cela peut être organisé, et c'est vraiment ce que la Commission peut réaliser. Je pense que nous devrions organiser les choses de cette manière.

Numéro un, nous avons besoin de défense aérienne, et tout le monde comprend que c'est une question européenne, et cela protège même le Portugal. C'est l'une de ces questions également. Quel est mon problème ? Oh, je suis si loin de la Russie. Ou en Allemagne, le principal débat est : "Oh, Poutine ne nous attaquera jamais, car il est resté longtemps à la fin des années 80 et au début des années 90 en RDA, puis dans la partie orientale de l'Allemagne." Il ne nous attaquera jamais. Nous n'avons donc pas besoin de nous protéger. Non, nous devons nous protéger ensemble en tant qu'Européens, et pour être très clair, nous devrions le faire en tant qu'Union européenne, ouverte à d'autres États comme le Royaume-Uni, comme la Norvège. Mais ensuite, nous avons l'Irlande et l'Autriche également, qui ne sont pas membres de l'OTAN, mais qui sont également protégés. Désolé, je le dis aussi clairement, ce n'est pas une question de l'OTAN, c'est une question européenne, mais nous devrions inviter d'autres partenaires également. Et là, la Norvège et le Royaume-Uni ont du sens pour les deux, pour les rapprocher de nous. Nous avons tous en tête qu'à un moment donné, ils devraient revenir à la maison en Europe.

Catherine Vieilledent :

Maintenant, le temps est presque écoulé. J'avais juste peut-être une petite question en une minute sur l'union de l'épargne et de l'investissement, cette grande idée qui est apparue dans le rapport Draghi et qui est maintenant poussée en avant par la Commission. Que pouvons-nous en attendre en termes de croissance, en termes d'autonomie stratégique également, et je sais que c'est l'une des questions sur lesquelles vous avez également travaillé. Je suis désolé, vous êtes la victime parfaite.

Markus Ferber :

Oui, Draghi l'a également mentionné dans son rapport, et j'ai été vraiment surpris de le lire dans la lettre de mission. Cela a donc été repris par la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, car jusqu'à présent, nous avons travaillé pendant 10 ans, et c'est Jean-Claude Juncker qui l'a inventé avec l'union des marchés de capitaux, avec des résultats limités, disons-le ainsi. L'investissement, oui, mais l'union des marchés de capitaux, pas vraiment. Désolé, pour le moment, beaucoup de directeurs financiers courent dans mon bureau à cause de problèmes fiscaux aux États-Unis, et je leur demande toujours : "Si vous faites une obligation d'entreprise, où la placez-vous ? Ils répondent à Londres ou à New York ?" Et je dis : "Pourquoi pas à Paris, pourquoi pas à Francfort, pourquoi pas à Milan ?" "Oh, ce n'est pas assez liquide". "Si vous faites une introduction en bourse, où allez-vous ?" "Oh, probablement à New York". "Pourquoi pas à Paris, à Dublin, à Amsterdam ?", pour mentionner d'autres endroits également ? "Oh, ce n'est pas assez liquide", et nous avons toujours ce problème avec l'union des marchés de capitaux, qui ne fonctionne pas correctement. Où faites-vous le déboursement ? À Londres. Pourquoi ? Parce que c'est assez liquide. Et c'est quelque chose que nous devons aborder. Et honnêtement, nous avons échoué, par exemple, dans les compensations avec le règlement EMIR. Ce n'était pas le fait de la Commission, ni du Parlement, mais il y en a un troisième à la table, et je ne le mentionnerai pas à nouveau. Et donc, je pensais que nous aurions un peu plus d'ambition à ce sujet également.

Mais d'un autre côté, il est logique que nous essayions de surmonter ce comportement typiquement européen, qui consiste à placer beaucoup d'économies sur un compte d'épargne. Désolé, c'est aussi comme ça que j'ai grandi. Quand ma grand-mère me donnait quelque chose pour mon anniversaire ou Noël, elle disait : "S'il te plaît, mets-le sur ton compte d'épargne." Et bien sûr, je l'ai fait. Si Grandma me conseillait de le faire comme ça, alors et maintenant, je sais que si j'avais acheté une action McDonald, cela aurait été un meilleur rendement. Ou même une entreprise européenne, pour mentionner cela. Mais comment activer ces économies, qui sont des montants énormes, pour obtenir un bon rendement ? Mais ensuite, nous avons besoin, bien sûr, de quelque chose qui, pour le moment, si vous regardez les marchés boursiers, personne n'irait sur les marchés boursiers. Alors, comment inciter à aller sur les

marchés boursiers ? C'est un défi. Mais d'un autre côté, juste pour mentionner un ou deux États membres qui ont de bonnes idées, les Pays-Bas, avec leurs fonds de pension. Bien sûr, ils échantillonnent les économies des gens, mais ils ont la possibilité d'investir en tant qu'investisseur institutionnel dans les infrastructures, où vous avez également des revenus, dans des actions, peu importe, et si vous regardez la Suède, où vous avez ce programme fiscal, les économies sont investies sur les marchés boursiers également, et cela est subventionné par des incitations fiscales. C'est aussi une question. Je sais que les Suédois sont plus proches des marchés financiers que les Allemands, par exemple, mais s'il y a besoin d'un intermédiaire comme un fonds de pension néerlandais, nous devrions donner aux États membres la possibilité de développer ces choses afin que ces économies soient attirées. Et bien sûr, le numéro un est d'avoir des revenus stables mais plus élevés que sur le compte d'épargne, afin que je puisse vraiment dire, après la retraite, j'ai quelque chose avec quoi vivre.

C'est pourquoi les manifestations aux États-Unis le week-end dernier, car les citoyens américains sont principalement investis dans des actions. Oui, et ils ont perdu beaucoup de leurs économies de retraite. C'est le problème. C'est ce que M. Trump fait à son électoralat. C'est sa décision, mais vous voyez que les gens se plaignent de cela. Ce n'est pas notre approche. Je pense que si vous avez un intermédiaire, comme je l'ai dit, un fonds de pension qui est capable de gérer cela, si vous avez le public, comme le modèle suédois, qui donne certaines incitations pour le rendre même attractif, ou dans les investissements en infrastructures, par exemple, vous avez le public qui prend le risque fondamental, afin que les investissements privés puissent augmenter, et c'est Invest EU. Où nous n'avons pas attiré d'investisseurs privés pour sauter dedans. Peut-être qu'il y a quelques possibilités, mais si je lis le programme de travail, qui est l'annexe de la Communication sur l'union de l'épargne et de l'investissement, qui est déjà publiée par la Commission européenne, il manque un peu d'ambition. C'est toujours l'ancienne approche. Nous devons penser au produit de retraite paneuropéen, qui ne fonctionne pas correctement, et nous devons faire un peu de titrisation, et des choses comme ça. Je pense que ce n'est pas un gros problème. Ce dont nous avons besoin, c'est d'amener les ménages privés à investir un peu plus avec leurs économies et à ne pas les placer uniquement sur un compte d'épargne.

Catherine Vieilledent :

Nous avons besoin, bien sûr, d'une certaine capacité financière maintenant. Puis-je essayer de tirer quelques conclusions, mais très brièvement, car il y avait tellement de choses que vous nous avez dites. Vous êtes un si bon pédagogue, ce qui ne signifie pas toujours être d'accord avec vous, pas 100 %, 90 %. Surtout en ce qui concerne votre très fort plaidoyer pour l'Europe, si je peux me permettre, moi-même, je suis fédéraliste, mais où en sommes-nous aujourd'hui ? Un changement majeur nous est imposé, et nous devons réévaluer nos préférences et nos choix économiques. Je pense que vous avez beaucoup exploré cela, et il est grand temps. Notre dépendance à l'égard des puissances extérieures pour l'énergie, la technologie et la défense n'est pas durable.

Cela devrait être un appel au réveil pour les Européens et un appel à agir rapidement, car nous sommes en retard et mal préparés pour le nouvel environnement mondial. Pour les Européens très passionnés, bien sûr, nous avons besoin d'une accélération et d'une accélération qui implique et inclut des progrès institutionnels en ce qui concerne les ressources propres, en ce qui concerne l'unanimité. Nous devons être plus agiles pour agir rapidement et avec puissance, et nous sommes toujours entravés par nous-mêmes et peut-être parfois par nos États membres également. Nous devons mettre fin à la fragmentation de nos marchés de capitaux et de notre système bancaire. Nous avons besoin d'une prise de décision efficace et d'un leadership politique, c'est une question difficile. Je rappellerai donc la résolution du Parlement européen de novembre 2023, appelant à un changement de traité. Bien sûr, c'est un chiffon rouge pour certaines personnes et certains États membres, et jusqu'à présent, cela n'a pas été suivi. Il n'y a pas eu d'ouverture à un changement de traité. Je pense que nous avons besoin au moins de progrès. Si vous ne pouvez pas trouver de consensus parmi les 27, les volontaires doivent avancer, surmonter la stagnation et la paralysie. C'est ce que nous appelons le fédéralisme pragmatique. Mais de toute façon, nous ne pouvons plus, et je pense que d'une certaine manière, vous nous avez également convaincus de cela, nous ne pouvons plus vivre et agir en dessous de nos moyens, en dessous de notre capacité économique, et ignorer les aspirations des citoyens à la paix, à la sécurité et à la prospérité.

Merci beaucoup, car c'était très instructif. Et mes conclusions sont juste une tentative de conclure précisément. Merci beaucoup. Il y aura un compte rendu et un article

publié dans GRASPE et peut-être dans d'autres endroits, mais vous serez certainement informés. Merci beaucoup et merci aux personnes qui sont venues. Merci, Domenico. Merci à ceux qui ont aidé à donner accès.